



Conseil économique et social

Distr. générale
28 septembre 2012
Français
Original: anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2013
21-30 janvier et 8 février 2013

**Rapports quadriennaux pour la période 2008-2011
des organisations non gouvernementales dotées
du statut consultatif auprès du Conseil économique
et social, présentés par l'intermédiaire du Secrétaire
général en application de la résolution 1996/31
du Conseil**

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Amnesty International	3
2. Asian Forum for Human Rights and Development	5
3. Forum asiatique de parlementaires sur la population et le développement	7
4. Association pour la prévention de la torture	9
5. Association des familles et des femmes des zones rurales	11
6. Fondation AVSI	13
7. Forum de la mer Baltique	15
8. Fonds international de développement Batani pour les peuples autochtones du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient de la Fédération de Russie	17
9. Bochasanwasi Shri Akshar Purushottam Swaminarayan Sanstha	19
10. Catholic Institute for International Relations	22
11. Center for Justice and International Law	24
12. Center for Women's Global Leadership	26



13. Centre for Social Research	29
14. Chabad : International Jewish Educational and Cultural Network	31
15. China Care and Compassion Society	33

1. Amnesty International

Statut consultatif spécial : 1964

Objectifs et mission

Amnesty International est un mouvement comptant plus de 3 millions de membres dans 150 pays qui s'emploie à mettre fin aux violations des droits de l'homme. Amnesty International a la vision d'un monde où toute personne jouirait de tous les droits inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et les autres instruments internationaux relatifs à ces droits.

L'organisation mène de front recherche et action pour prévenir et faire cesser les atteintes graves à ces droits. Elle s'adresse aux gouvernements, aux organisations intergouvernementales et autres parties prenantes, et exhorte les gouvernements à s'acquitter de leurs obligations et de leurs engagements en matière de droits de l'homme.

Contribution à des activités des Nations Unies

Amnesty International a établi des bureaux à New York et à Genève pour la représenter auprès de l'Organisation des Nations Unies. Elle a fait part de ses préoccupations aux organes des Nations Unies, y compris le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, le Conseil économique et social, le Conseil des droits de l'homme et la Commission de la condition de la femme. L'organisation a contribué aux procédures spéciales, aux organes établis en vertu de traités et à l'examen périodique universel. Elle entretient des contacts avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et d'autres entités du Secrétariat.

Ses dossiers prioritaires comprennent : un traité efficace sur le commerce des armes, les droits de l'homme dans les mandats de maintien de la paix, l'adoption et la ratification du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, l'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur l'éducation et la formation aux droits de l'homme, l'abolition mondiale de la peine de mort, les arrangements institutionnels relatifs aux droits fondamentaux de la femme, une efficacité accrue du Conseil des droits de l'homme, le renforcement des organes établis en vertu de traités, de nouvelles procédures spéciales et la participation dans le cadre des Nations Unies à l'examen de tous les enjeux en matière de droits de l'homme énumérés ci-dessous.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

De 2008 à 2011, l'organisation a participé à un nombre considérable d'instances des Nations Unies, y compris New York : Conseil de sécurité, Assemblée générale (soixante-troisième à soixante-sixième sessions); Commission de la condition de la femme (cinquante-deuxième à cinquante-quatrième sessions); Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones (huitième à dixième sessions); Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes (première à troisième sessions – 14 et 15 juin 2010); auditions informelles interactives de l'Assemblée générale (25 et 26 juillet 2011); réunion sur le sommet mondial de la jeunesse pour les objectifs du Millénaire pour le développement; Comité des droits de l'homme (quatre-vingt-quinzième, quatre-vingt-dix-huitième et cent unième sessions); Comité pour l'élimination de la

discrimination à l'égard des femmes (quarante-sixième, quarante-neuvième et cinquante-deuxième sessions, Genève); Conseil des droits de l'homme (septième à dix-huitième sessions, sixième à dix-huitième sessions extraordinaires); Groupe de travail sur l'examen périodique universel (première à douzième sessions).

Toutes les sessions et toutes les consultations officieuses des groupes de travail chargés de l'examen périodique du Conseil des droits de l'homme; réunions préparatoires pour la Conférence d'examen de Durban; Comité des droits de l'homme (quatre-vingt-treizième, quatre-vingt-quatorzième, quatre-vingt-dix-septième, centième, cent deuxième et cent troisième sessions); Comité contre la torture (quarantième à quarante-septième sessions); Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (neuvième à onzième et quatorzième sessions); Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (quarante-septième et cinquantième sessions); Comité des disparitions forcées (première session); Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (soixante-dix-septième à soixante-dix-neuvième sessions); Comité pour les travailleurs migrants (quatorzième session); Comité des droits de l'enfant (quarante-septième à cinquante-huitième sessions); vingtième à vingt-troisième réunions annuelles des présidents des organes conventionnels des droits de l'homme, dont la vingt-deuxième s'est tenue à Bruxelles; septième à douzième réunions intercomités des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme; Comité exécutif du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (cinquante-neuvième à soixante-et-unième sessions); Consultations tripartites annuelles sur la réinstallation et consultations annuelles avec les organisations non gouvernementales (ONG).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La principale contribution d'Amnesty International aux travaux des entités et des mécanismes de défense des droits de l'homme des Nations Unies est l'apport de données relatives aux droits de l'homme concernant les situations nationales considérées et les problèmes précis en matière de droits de l'homme, y compris la santé maternelle et les droits liés à la santé maternelle et/ou à la sexualité et à la procréation; le contre-terrorisme; le logement; l'approvisionnement en eau ou l'assainissement; la justice internationale; la torture ou les mauvais traitements; les exécutions extrajudiciaires; la liberté d'expression et de réunion; la discrimination; les droits des réfugiés et des migrants et la responsabilité des entreprises. L'organisation fournit régulièrement des déclarations au Conseil des droits de l'homme et des informations aux organes établis en vertu de traités et à l'examen périodique universel. Elle contribue aux études et aux consultations du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Ses représentants participent et contribuent aux discussions des instances énumérées ci-dessus.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Amnesty International participe au processus du Millénaire pour le développement depuis son lancement en 2000 en prenant part à des manifestations de l'ONU, des partenariats et des activités de la société civile, y compris le débat de haut niveau du Conseil économique et social en 2008 et le Sommet de 2010 sur les objectifs du Millénaire pour le développement. L'organisation a fait campagne pour l'inclusion des normes en matière de droits de l'homme dans la procédure

d'examen. En 2009, elle a lancé « Exigeons la dignité », une campagne mondiale sur plusieurs années visant à réaliser les droits économiques, sociaux et culturels des pauvres, en mettant notamment l'accent sur les objectifs 3 et 5 du Millénaire pour le développement.

2. Asian Forum for Human Rights and Development

Statut consultatif spécial : 2004

Changements à signaler

Le nombre des membres de l'Asian Forum for Human Rights and Development a augmenté. À l'heure actuelle, le forum compte 49 organisations membres de 17 pays de l'Asie du Sud, de l'Asie du Sud-Est et de l'Asie du Nord-Est.

En plus de son secrétariat régional, situé à Bangkok depuis 1994, l'organisation a établi son bureau international à Genève en 2008 pour assurer la surveillance étroite et le suivi des dossiers relatifs aux droits de l'homme en Asie, de même que pour rehausser la visibilité, la prise en main et l'efficacité du travail de plaidoyer effectué par les défenseurs et les organisations des droits de l'homme de l'Asie dans leur utilisation des mécanismes des Nations Unies en matière de droits de l'homme.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a continué d'entreprendre diverses activités de plaidoyer, de renforcement des capacités et de réseautage visant à promouvoir le programme de l'ONU en matière de droits de l'homme en ce qui concerne la promotion et la protection de ces droits sur le terrain. En particulier, le bureau international du Forum asiatique à Genève a rehaussé substantiellement le bilan et le pouvoir d'action des défenseurs et des organisations asiatiques de défense des droits de l'homme à l'échelon national grâce au recours aux mécanismes des Nations Unies en matière de droits de l'homme, en leur fournissant des données sur mesure sur les progrès réalisés au sein du Conseil des droits de l'homme et d'autres mécanismes pertinents. De plus, les formations régionales sur les droits de l'homme organisées à Bangkok – l'Annual Training and Study Session for Asian Human Rights Defenders (du 16 au 28 novembre 2008, du 18 au 30 octobre 2009, du 17 au 29 octobre 2010) et la United Nations Advocacy Training and Study Session for Asian Human Rights Defenders (29 juin au 6 juillet 2008, 5 au 11 juillet 2009, 19 au 25 novembre 2010) – ont inculqué aux participants les connaissances et les compétences nécessaires pour mieux comprendre le Conseil des droits de l'homme, l'examen périodique universel, les procédures spéciales et les organes établis en vertu de traités et y prendre part.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Pendant la période de référence, des représentants de l'Asian Forum for Human Rights and Development ont assisté régulièrement aux réunions du Conseil des droits de l'homme et de ses mécanismes subsidiaires à Genève, y compris aux sessions régulières et extraordinaires du Conseil, aux sessions du groupe de travail de l'examen périodique universel, aux réunions du groupe de travail

intergouvernemental intersessions à composition non limitée, ainsi que, notamment, à celles du Comité préparatoire de la Conférence d'examen de Durban. L'organisation a participé activement à ces processus et dialogues en présentant des déclarations écrites, en prononçant des déclarations orales et en organisant des manifestations parallèles afin de mettre en relief les enjeux, les préoccupations et la situation en matière de droits de l'homme dans la région asiatique, qui nécessitent l'attention du Conseil des droits de l'homme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En plus des déclarations écrites et orales présentées lors des réunions officielles du Conseil des droits de l'homme, l'organisation a mené un sondage pour demander l'avis des organisations nationales de défense des droits de l'homme au sujet de l'accessibilité, de la visibilité et de la crédibilité du Conseil des droits de l'homme, de façon à faire entendre les voix du terrain dans le cadre du processus quinquennal d'examen du Conseil en 2011.

L'organisation a été invitée à contribuer à la promotion du dialogue et de la coopération entre la société civile et les États membres au quinzième atelier sur la coopération régionale pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique, organisé par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, à Bangkok du 21 au 23 avril 2010.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Asian Forum for Human Rights and Development a organisé des consultations régionales sur les droits économiques, sociaux et culturels à Bangkok les 13 et 14 juillet 2009, rassemblant des défenseurs des droits de l'homme et des promoteurs du développement de l'Asie afin de se donner de meilleures perspectives fondées sur les droits en ce qui concerne les objectifs du Millénaire pour le développement et les stratégies pertinentes de mise en œuvre. Pendant ces consultations, des représentants de la Campagne Objectifs du Millénaire des Nations Unies basés à Bangkok ont partagé leurs connaissances sur les liens entre les grands traités relatifs aux droits de l'homme et les objectifs du Millénaire pour le développement.

L'organisation a présidé la consultation régionale sur le développement et les droits de l'homme intitulée « Rule of Law and Democracy in advancing Economic, Social and Cultural Rights – Right to Development and Development Cooperation » (Bangkok, 17 au 19 août 2011). En plus de rehausser la compréhension commune de l'interdépendance et du renforcement mutuel du développement et des droits de l'homme, les principaux objectifs de la consultation étaient alignés sur l'objectif 8 du Millénaire pour le développement, qui porte sur les enjeux du partenariat mondial. En particulier, la consultation a abordé les occasions d'intégration des approches fondées sur les droits de l'homme pendant les réunions du Groupe de travail à composition non limitée sur le droit au développement du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (Genève, 11 au 14 novembre 2011) et du Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (Busan, du 29 novembre au 1^{er} décembre 2011), auxquelles l'Asian Forum for Human Rights and Development a participé activement.

3. Forum asiatique de parlementaires sur la population et le développement

Statut consultatif général : 1996

Introduction

Le Forum asiatique de parlementaires sur la population et le développement est un organe de coordination de comités permanents de parlementaires chargés des questions de la population et du développement, de la santé et des affaires sociales représentant 25 parlements de l'Asie, du Pacifique et de l'Asie centrale.

Objectifs et mission

L'organisation incite les parlementaires et autres représentants élus du programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement à atteindre le développement durable et à se préoccuper d'enjeux tels que la planification familiale, la santé procréative et maternelle, le VIH/sida et la réduction des risques, la traite des êtres humains, la migration, la condition de la femme et la violence contre les femmes. Elle informe, sensibilise, motive et mobilise les parlementaires afin qu'ils deviennent d'authentiques agents de changement. Les programmes du forum sont également axés sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier sur les enjeux liés à la santé et à l'égalité entre les hommes et les femmes. Il se concentre également sur l'impact de la démographie sur l'environnement, la pauvreté, les changements climatiques et les peuples autochtones.

Changements à signaler

Champs d'activité étendus : le nombre des pays membres de l'organisation a beaucoup augmenté en 2011. Le Parlement du Bhoutan est devenu un membre associé de l'organisation et le Parlement du Pakistan est devenu un membre à part entière. De 2008 à 2011, le Forum asiatique a également lancé des programmes sur l'implication des hommes dans l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des parlementaires autochtones.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le principal programme de l'organisation contribue directement au Conseil économique et social et à ses organes subsidiaires.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Soixante-quatrième session de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, Bangkok, 24 avril 2008 : un représentant de l'organisation était présent.
- Réunion de haut niveau de l'Organisation des Nations Unies sur le VIH/sida, New York, 10 juin 2008 : l'organisation a dépêché plusieurs parlementaires de la région de l'Asie et du Pacifique pour prendre part à cet événement dans le but de renforcer la mobilisation politique contre le VIH/sida.
- Réunion intergouvernementale de haut niveau de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique chargée d'examiner la mise en œuvre

régionale du Programme d'action de Beijing et ses résultats régionaux et mondiaux, Bangkok, 16 novembre 2009 : un représentant de l'organisation y a pris part.

- Réunion mondiale du comité consultatif des ONG du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), New York, 13 juillet 2010 et 7 avril 2011 : le directeur général de l'organisation a assisté en qualité de membre du comité.
- Quarante-quatrième session de la Commission de la population et du développement des Nations Unies, New York, 11 avril 2011 : un représentant de l'organisation y a pris part.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le forum a mené la plupart de ses activités en étroite collaboration avec des entités des Nations Unies, notamment le FNUAP et ONUSIDA. Au cours de la période considérée dans le présent rapport, il a organisé au moins 31 activités avec le FNUAP, deux activités avec l'Organisation mondiale de la Santé, une activité avec ONUSIDA et une activité dans le cadre de la Campagne pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). L'organisation a reçu le Prix des Nations Unies en matière de population en 2010.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les objectifs du Millénaire pour le développement comptaient parmi les priorités essentielles du Forum asiatique de parlementaires sur la population et le développement. Les principales activités menées de 2008 à 2011 sont les suivantes :

a) Objectif 1 : Réduire l'extrême pauvreté et la faim. L'enjeu des changements climatiques et de la sécurité alimentaire était le sujet principal de la neuvième assemblée générale de l'organisation. Pendant la période de référence, l'organisation a également organisé de nombreuses réunions mettant un accent particulier sur la lutte contre la pauvreté;

b) Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. L'organisation fait preuve d'une grande détermination face aux enjeux de l'égalité entre les sexes et de l'émancipation des femmes. Son comité permanent sur la condition de la femme et son comité permanent de parlementaires masculins sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes ont été créés au sein du système du Forum asiatique pour traiter de cette question. Les femmes parlementaires ont également été encouragées à participer aux programmes du forum. Malgré la très faible représentation féminine au sein des parlements de l'Asie et du Pacifique, le forum a réuni un nombre sensiblement égal de parlementaires féminins et masculins. Chaque année, il organise une conférence régionale des femmes ministres et parlementaires en collaboration avec le FNUAP;

c) Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle. Le Forum asiatique a fait la promotion de l'enjeu de la santé maternelle auprès des parlementaires et a organisé une consultation régionale sur la santé maternelle en collaboration avec le FNUAP à Bali, en Indonésie, du 13 au 15 août 2009, de même que le suivi national;

d) Objectif 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies. La question du VIH/sida a été intégrée à un grand nombre de réunions de l'organisation traitant de population et de développement. Le Forum asiatique a également amené les parlementaires asiatiques à participer à la Conférence internationale sur le sida, qui s'est tenue à Vienne, et a organisé à leur intention une visite éducative sur la réduction des risques au Portugal, avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues. Il a appuyé les travaux de la Commission mondiale sur le VIH et le droit. Trois membres de la commission étaient ou avaient déjà été des parlementaires. Des parlementaires parrainés par l'organisation ont également participé aux consultations de la Commission.

4. Association pour la prévention de la torture

Statut consultatif spécial : 1996

Introduction

L'Association pour la prévention de la torture est une ONG internationale basée à Genève, en Suisse, et couvrant toutes les régions du monde.

Objectifs et mission

Vision : un monde sans torture. L'organisation œuvre dans trois domaines intégrés : a) transparence et surveillance des lieux de détention; b) cadres juridiques et politiques efficaces; c) intervenants nationaux possédant la détermination et la volonté d'empêcher la torture. Elle est à l'origine du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, un système mondial de prévention de la torture.

Changements à signaler

En 2010, l'organisation a ouvert un bureau régional pour l'Amérique latine basé à Panama, qui se consacre à la mise en œuvre du Protocole facultatif à la Convention dans la région.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Association pour la prévention de la torture participe activement à la promotion de la ratification du Protocole facultatif dans le monde entier. Elle a contribué à une augmentation des États parties, dont le nombre est passé de 31 en 2008 à 63 en mai 2012. Elle apporte également son aide et son soutien aux États parties pour la mise en œuvre du Protocole facultatif à l'étape de la conception et de l'implantation de mécanismes nationaux de prévention. Une fois ces mécanismes conçus, l'Association contribue à l'efficacité de leur fonctionnement par le biais d'ateliers de renforcement des capacités. Elle a conçu les outils suivants relativement au Protocole facultatif : manuel de mise en œuvre du Protocole facultatif, 2010 (offert en huit langues); séances d'information sur le Protocole facultatif; base de données en ligne sur le Protocole facultatif (2010). En novembre 2011, l'organisation a organisé le premier forum mondial sur le Protocole facultatif, qui a réuni 300 participants, y compris tous les États parties, les entités pertinentes des Nations Unies, les mécanismes nationaux de prévention et les organisations de la société civile. L'Association fait la promotion de la mise en œuvre à l'échelon

national de la Convention des Nations Unies contre la torture. Elle assure un soutien aux processus nationaux de criminalisation de la torture (Afrique du Sud, Madagascar, Maroc, Népal et Ouganda). Publication portant sur la Convention contre la torture : « Torture in International Law: a Guide to Jurisprudence » (2008, en collaboration avec le Center for Justice and International Law), offerte en quatre langues; base de données en ligne sur le droit relatif à la torture (2009).

L'organisation contribue également aux activités du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en matière de prévention : réponse au questionnaire et statut d'invitée à l'atelier portant sur le thème « Le rôle de la prévention dans la promotion et la protection des droits de l'homme » (2011).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Parmi les exemples de la participation de l'Association aux réunions des Nations Unies figurent les sessions du Comité contre la torture et du Comité des droits de l'homme (Pacte international relatif aux droits civils et politiques) à Genève; les sessions du Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, en tant que membre du Groupe de contact du Protocole facultatif; les séances du Comité de coordination des institutions nationales de défense des droits de l'homme et ses conférences annuelles (neuvième Conférence, Nairobi, octobre 2008; dixième Conférence, Édimbourg, octobre 2010); le Conseil des droits de l'homme et l'examen périodique universel; les consultations régionales du Haut-Commissariat aux droits de l'homme sur la coopération entre les Nations Unies et les mécanismes régionaux en 2009 (Washington et Nairobi) et en 2011 sur la prévention de la torture (Washington et Genève); l'Assemblée générale et sa Troisième Commission; le Congrès de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD), tenu au Brésil (2010) et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (2010).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Depuis la première réunion du Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en 2008, l'organisation collabore activement avec le Sous-Comité et appuie ses travaux. En 2010, le nombre de membres du Sous-Comité est passé de 10 à 25 et elle a encouragé les États à présenter des candidats appropriés. Elle invite les membres du Sous-Comité à participer à ses activités nationales sur le Protocole facultatif (huit invitations par année) et contribue aux missions préparatoires du Sous-Comité (Mexique, 2008; Paraguay, 2009; Liban, 2010, Brésil, 2011). Les membres du Sous-Comité ont participé au Forum de l'Association pour la prévention de la torture sur le Protocole facultatif à la Convention, Genève, 2011.

L'Association pour la prévention de la torture appuie également les travaux du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, notamment en fournissant de l'information avant les visites dans les pays. Le Rapporteur spécial était le conférencier d'honneur du Forum mondial de l'Association sur le Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en 2011. L'Association collabore également avec le Comité contre la torture et elle a organisé en collaboration avec le président deux conférences à l'Université de Washington (2010 et 2011). L'Association a présenté des observations sur le projet

d'Observation générale de la Commission sur l'article 14 (2011). Partenariat et activités communes avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme : guide commun sur la prévention de la torture pour les institutions nationales de défense des droits de l'homme; conférence commune sur la prévention de la torture en Afrique (Dakar 2010); ateliers en collaboration avec les bureaux nationaux du Haut-Commissariat aux droits de l'homme au Bénin, au Kirghizistan, au Népal, au Sénégal, au Tadjikistan, en Thaïlande et au Togo; conférence régionale commune avec le PNUD à Bratislava, 2010.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les travaux de l'Association pour la prévention de la torture sur la ratification et la mise en œuvre du Protocole facultatif contribuent à la protection et à la promotion optimales de tous les droits de l'homme et au respect de la légalité et de l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ses activités en Afrique et son rôle déterminant au sein du Comité pour la prévention de la torture en Afrique contribuent au soutien de la création d'institutions indépendantes et d'une dynamique régionale en matière de prévention de la torture. L'Association a également donné le coup d'envoi et contribué à la coopération entre les Nations Unies et les organisations régionales : Association pour la prévention de la torture/Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants, conférence « sur de nouveaux partenariats pour la prévention de la torture en Europe » (Strasbourg, 2009); Conférence régionale sur la prévention de la torture en Afrique (Dakar, 2010, en collaboration avec la Commission africaine), atelier d'experts sur la surveillance des lieux de détention (American University, Washington, 2011).

5. Association des familles et des femmes des zones rurales

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

L'Association des familles et des femmes des zones rurales a été fondée en 1982 par le président actuel de l'Association. Elle s'inspire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, approuvée et proclamée par l'Assemblée générale le 10 décembre 1948.

Objectifs et mission

Les objectifs et la mission de l'organisation consistent à promouvoir la défense des droits et l'égalité des chances pour les femmes des zones rurales. Ils coïncident avec les différents domaines du Programme d'action de Beijing de 1995, auprès duquel elle était accréditée. L'Association travaille auprès des femmes des régions rurales, car l'environnement dans lequel elles vivent leur offre moins de chances que l'environnement urbain et s'efforce d'obtenir pour ces femmes une égalité réelle dans les différents domaines de leur vie, notamment la formation, la santé, l'économie, le travail, la culture, l'autorité décisionnelle, la violence, l'éducation, les médias et l'environnement. L'organisation œuvre au mieux-être des femmes des régions rurales en essayant d'améliorer la qualité de leur vie et en s'efforçant de créer les conditions nécessaires au développement durable des campagnes pour

enrayer l'exode rural des jeunes femmes et, partant, le vieillissement des populations rurales. Par des réunions avec des organisations publiques, elle s'emploie donc à créer les conditions rurales nécessaires : jardins d'enfants, reconnaissance par la société de l'apport des femmes dans les zones rurales et ainsi de suite, contribuant à retenir les jeunes dans l'environnement où ils sont nés.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler en ce qui concerne : a) la représentation géographique des membres, b) les sources de financement et c) l'affiliation à d'autres ONG dotées du statut consultatif.

Contribution à des activités des Nations Unies

Informations périodiques dans le magazine publié deux fois par année par l'Association des familles et des femmes des zones rurales concernant des sujets intéressant les Nations Unies :

- Magazine, hiver-printemps 2008. Rapport sur la participation de l'Association à la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme à New York, du 25 février au 7 mars 2008;
- Magazine, automne-hiver 2008. Rapport sur la participation de l'Association à la soixante-et-unième Conférence du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales sur les droits de l'homme, à Paris, du 3 au 5 septembre 2008;
- Magazine, printemps 2009. Rapport sur la participation de l'Association à la cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme à New York, du 2 au 13 mars 2009;
- Magazine, automne 2009. Rapport sur la résolution 63/311 de l'Assemblée générale;
- Magazine, printemps 2010. Rapport sur la participation de l'Association à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme à New York, du 1^{er} au 12 mars 2010;
- Magazine, été-automne 2010. Rapport sur la nomination de Michelle Bachelet au poste de directrice exécutive de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes);
- Magazine, automne 2011. Rapport sur la participation de l'Association à la soixante-quatrième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales à New York, du 3 au 5 septembre 2011.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Association des familles et des femmes des zones rurales a participé à toutes les activités énumérées dans le paragraphe précédent et à la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme, dont le thème principal était « Accès et participation des femmes et des filles à l'éducation, à la formation, à la science et à la technologie, y compris pour la promotion d'un accès égal des femmes au plein emploi et à un travail décent », tenue à New York, du 22 février au 4 mars 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

À partir de l'Espagne, l'organisation s'efforce de coopérer avec les entités des Nations Unies de toutes les façons possibles.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

De tous les objectifs du Millénaire pour le développement, l'Association des familles et des femmes des zones rurales s'identifie surtout avec le troisième : « Promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes », car c'est l'un de ses principaux objectifs. Ainsi, chaque année, l'Association rédige un manifeste où l'égalité est déclarée comme un droit de la femme, à l'occasion de la Journée internationale de la femme, le 8 mars; un manifeste où la notion d'égalité est déclarée comme un droit des femmes rurales, à l'occasion de la Journée internationale des femmes rurales, le 15 octobre; un manifeste où est déclarée la fin de la violence contre les femmes, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, le 25 novembre.

6. Fondation AVSI

Statut consultatif général : 1996

Objectifs et mission

Modification des règlements en 2004 : voir le rapport quadriennal précédent (E/C.2/2009/2/Add.28); pas de changement important.

Contribution à des activités des Nations Unies

- À l'occasion du sixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Fondation AVSI a mené une campagne multimédia et multinationale en faveur des enfants dans les conflits armés, dont le temps fort a été l'exposition « War, Hope and Peace » présentée aux Nations Unies, à Genève, du 25 février au 14 mars, et au Parlement européen, Bâtiment Paul-Henri Spaak, Bruxelles, du 15 au 19 septembre 2008.
- Le 11 juin 2009, au Ministère des affaires étrangères à Rome, dans le cadre de la réunion des ministres du développement du Groupe des Huit (G-8), la Fondation a organisé un événement parallèle, « L'être humain au centre des efforts de développement ».
- Dans le cadre du festival culturel annuel « Rimini Meeting » (Italie), qui a eu lieu en août 2008, la Fondation a organisé des groupes d'études sur le sida (Ouganda et Paraguay) et sur l'éducation et les enfants vulnérables, ainsi que sur la crise et la sécurité alimentaire en 2010 et en 2011 afin de célébrer le dixième anniversaire de l'Année internationale des volontaires.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Le Vice-Président de l'organisation a participé aux sessions de juillet du Conseil économique et social et a présenté deux déclarations écrites aux sessions de 2009 (E/2009/NGO/7) et 2011 (E/2011/NGO/27).

- Le représentant de la Fondation AVSI a assisté à la quarante-neuvième session du Comité des droits de l'enfant (Genève, du 15 septembre au 3 octobre 2008), où il a présenté une communication intitulée « Le droit de l'enfant à l'éducation dans les situations d'urgence », et à la célébration, à Genève, du vingtième anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant (8 et 9 octobre 2009). Le représentant de l'organisation en Asie de l'Est a assisté à l'atelier sur l'agriculture, l'eau et les moyens de subsistance (Bangkok, du 28 au 30 janvier 2009) organisé par le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat en vue de la dix-septième session de la Commission du développement durable.
- Le vice-président de la Fondation a assisté à la Conférence des Nations Unies sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement (New York, juin 2009). Le Vice-Président a assisté à la session ministérielle du Conseil économique et social et au Sommet des dirigeants sur le Pacte mondial (New York, juin 2010).
- Le Vice-Président a assisté au Forum du secteur privé parrainé par l'ONU, intitulé « L'énergie durable pour tous » (New York, hall de l'Assemblée générale, 20 septembre 2011).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Comités permanents interorganisations : participation au groupe de travail sur le module de l'Éducation, Genève, du 21 au 26 juin 2009, Washington, D. C., du 11 au 13 octobre 2010. Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) : à Bogota, en Colombie, le 18 novembre 2009, exposé de la Fondation AVSI présenté à l'occasion de l'UNICEF-USAID Conference on children in illegal and criminal groups.

Programmes de coopération sur le terrain en République démocratique du Congo, en particulier le Programme d'aide élargie aux rapatriés et Réponse rapide aux mouvements de population (RRMP), 2008-2011; brochures publiées en coédition sur l'éducation dans les situations d'urgence); en Haïti (en particulier après le tremblement de terre, signature de 9 mémorandums); Burundi; Rwanda; Kenya; Sud-Soudan (éducation, protection, filles, psychosocial); Ouganda (soins de santé et Eau, Assainissement et Hygiène pour tous (WASH)). Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) : opérations en Ouganda (personnes déplacées et retournées dans le Nord; publications en coédition); Kenya (éducation dans les camps de Dadaab) et Sud-Soudan (personnes déplacées). Haut-Commissariat aux droits de l'homme : Port-au-Prince, Haïti, 15 mars 2011, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) ont décerné au représentant d'AVSI la Légion d'honneur et l'Ordre du mérite pour l'engagement de la Fondation envers le respect des droits des personnes vulnérables.

PNUD : projets opérationnels en Jordanie (insertion sociale des personnes handicapées par le biais de la technologie et du réseautage; soutien aux réfugiés irakiens à Amman); en République démocratique du Congo (éducation) et au Sud-Soudan (formation professionnelle).

ONUDC : un projet opérationnel (2011-2013) à Minas Gerais, Brésil; prévention de la violence chez les jeunes.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) : projets opérationnels au Myanmar, au Rwanda, en Ouganda et à Haïti. Programme alimentaire mondial (PAM) : projets au Myanmar, en Haïti et en République démocratique du Congo.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Des dizaines de séminaires dans plus de 15 pays sur les objectifs du Millénaire pour le développement et célébrations de la Journée mondiale de l'alimentation (Haïti, Myanmar, Ouganda); Journée mondiale de la lutte contre le sida (Rome, 2011), bâtiment du Capitole, y compris les vidéos « Free » et « Greater-Defeating AIDS »; Journée internationale des femmes (Éthiopie, 2011).

Les résultats de la Fondation (moyennes annuelles) en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement : bénéficiaires directs : 4 millions; centres d'enseignement : 157; soutien à l'accès scolaire : 173 000 enfants pauvres (86 000 filles); bénéficiaires des soins de santé : 1 888 600 (prévention du VIH/sida; prévention de la transmission de la mère à l'enfant (PTME) : 35 863 mères); systèmes d'approvisionnement en eau : 275; enseignants, travailleurs sociaux, professionnels formés : 14 197; formation de revenu/soutien au microcrédit : 14 230; et bénéficiaires de la rénovation urbaine : 180 000.

7. Forum de la mer Baltique

Statut consultatif spécial : 2008

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Forum de la mer Baltique contribue à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, notamment en ce qui concerne la santé, l'élimination de la pauvreté, le travail décent, l'éducation, l'environnement et les partenariats mondiaux, en organisant des forums d'ONG et des déjeuners débats, en parrainant des ateliers et en présentant des déclarations orales et écrites.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En septembre 2008, un représentant a assisté à la soixante-et-unième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales sur le thème « Réaffirmer les droits de l'homme : la Déclaration universelle à 60 ans », qui s'est tenue au siège de l'UNESCO à Paris. Le 3 septembre 2008, il a présenté un exposé sur la conciliation des droits de l'homme et de la sécurité de l'État, dans le cadre d'un atelier de mi-journée.

Le représentant principal a assisté aux cinquante-troisième et cinquante-quatrième sessions de la Commission de la condition de la femme, en mars 2009 et en mars 2010 respectivement.

En août 2010, un représentant a assisté à la soixante-troisième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales à Melbourne, en Australie, qui avait pour thème : « Progresser dans la santé – réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement ».

À Melbourne, le 1^{er} septembre 2010, l'organisation a parrainé un atelier, animé par le représentant du Forum, sur le thème « New ways of working together – Geopolitical Dimensions of Environmental Health – Model Area: Baltic Sea Region ».

Le président et le représentant principal ont assisté à la quarante-neuvième session de la Commission du développement social (du 9 au 18 février 2011), qui portait principalement sur « l'élimination de la pauvreté ».

Le président a présenté un exposé intitulé « Business development as an economic programme for a fairer world – Northern Europe as best practice in the fight against poverty » au Siège des Nations Unies le 10 février 2011.

Le 16 juin 2011, un représentant a assisté à un dialogue officiel sur les maladies non transmissibles et présenté un exposé sur le thème « Specific contribution of the Meikirch Model, a new definition of health, to the prevention and control of non-communicable diseases ».

Les 19 et 20 septembre 2011, deux représentants ont assisté à la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles.

Du 3 au 5 septembre 2011, le représentant principal et cinq autres représentants ont assisté à la soixante-quatrième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, qui avait pour thème « Sociétés durables; citoyens réceptifs », à Bonn, en Allemagne. L'organisation a présenté une exposition sur la durabilité et la santé publique : « Social sustainability – Increasing value for societies by creating a mutual understanding of health and disease; and sea, our future: Energy from the ocean ».

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

À la soixante-quatrième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, à Bonn, le représentant principal était membre du Comité de planification, groupe de planification allemand – Ateliers.

En 2011, l'organisation a préparé et organisé un forum de la société civile sur la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies en collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales, Service des organisations non gouvernementales, qui se tiendra en 2013.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En mai 2009, le Forum de la mer Baltique a organisé et parrainé un forum d'ONG au Tribunal international du droit de la mer à Hambourg, en Allemagne, en collaboration avec le président de la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, de New York, qui était l'invité d'honneur, et de son assistant, basé à Genève.

En février 2011, le Forum de la mer Baltique a parrainé un déjeuner de travail organisé par le représentant spécial dans la salle de conférence de la Mission permanente de l'Allemagne auprès des Nations Unies en guise de soutien à la mise en œuvre de l'objectif 1 du Millénaire pour le développement. Le président a été invité à faire un exposé sur le thème : « Business development as an economic

programme for a fairer world – best practice examples from Northern Europe in the fight against poverty ».

8. Fonds international de développement Batani pour les peuples autochtones du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient de la Fédération de Russie

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

Le Fonds international de développement Batani pour les peuples autochtones du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient de la Fédération de Russie a été créé à l'instigation de l'administration de l'Association russe des peuples autochtones du Nord et de l'organisation danoise TGK Consult en août 2004.

Objectifs et mission

Le Fonds Batani a été créé dans le but d'aider les peuples autochtones du Nord à protéger leurs droits en diffusant de l'information, en organisant des activités éducatives et en encourageant les représentants des peuples autochtones peu nombreux à participer à la vie politique et économique du pays et à l'étranger. Le Fonds pave la voie à la coopération aux échelons international, national et régional entre les sociétés industrielles et minières, les autorités nationales, les autorités locales, les ONG, les entrepreneurs et autres personnes juridiques et physiques impliquées dans des activités touchant les intérêts des peuples autochtones peu nombreux. Le Fonds fait la promotion d'une participation plus large du public aux processus décisionnels en matière de protection des droits et intérêts des peuples autochtones peu nombreux du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient de la Fédération de Russie.

Contribution à des activités des Nations Unies

Voici certaines des contributions du Fonds Batani :

- a) En avril 2010, à l'occasion de la neuvième session du Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones, Pavel Sylyandziga, président du Fonds, a présenté le rapport sur les entreprises et les peuples autochtones;
- b) Le Fonds a proposé conjointement d'examiner la situation des peuples autochtones dans les pays de l'Europe de l'Est. Cette proposition incluait les recommandations de la dixième session du Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones;
- c) En 2011, le Fonds s'est joint aux participants du Réseau du Pacte mondial des Nations Unies;
- d) Dans le cadre de la dixième session du Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones, le Fonds a organisé une manifestation parallèle sur le thème « Les communautés autochtones et les sociétés industrielles : l'expérience de la Fédération de Russie », le 18 mai 2011;
- e) En collaboration avec le Réseau de la Fédération de Russie du Pacte global des Nations Unies, le Fonds a organisé une conférence sur le thème « Le

Pacte mondial des Nations Unies dans la Fédération de Russie : l'entreprise et les peuples autochtones », à Moscou, le 12 septembre 2011.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2008, un représentant du Fonds Batani a assisté aux réunions suivantes, portant sur les peuples autochtones et la protection de l'environnement : Principauté de Monaco, du 20 au 22 février; New York, du 21 avril au 2 mai et Genève, les 17 et 18 novembre.

En 2009, des représentants du Fonds ont assisté aux réunions suivantes, portant sur les peuples autochtones, les ressources génétiques et la protection de l'environnement : Nairobi, du 14 au 20 février; Paris, du 2 au 8 avril; New York, du 18 au 29 mai; Hyderabad, Inde, du 16 au 19 juin, et Montréal, Canada, du 2 au 6 novembre.

En 2010, des représentants du Fonds ont assisté aux réunions suivantes, qui se rapportaient aux peuples autochtones : Genève, 12 et 13 janvier; Bali, Indonésie, 21 et 22 février; Cali, Colombie, 13 au 15 mars, et New York, 19 au 28 avril.

En 2011, des représentants du Fonds ont assisté à une réunion qui se rapportait aux peuples autochtones et qui s'est tenue à New York, du 16 au 27 mai.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Voici quelques exemples de coopération du Fonds Batani avec les entités des Nations Unies :

a) Projet de démonstration lancé en collaboration avec le Fonds pour l'environnement mondial et le Programme des Nations Unies pour l'environnement de l'initiative sur la cogestion environnementale des sociétés d'extraction, des autorités et des peuples autochtones du Nord, Fédération de Russie, 2007-2008;

b) Subvention du Département des affaires économiques et sociales : aide aux communautés autochtones de la Fédération de Russie touchées par le développement pétrolier et gazier, Fédération de Russie, 2008;

c) Projet du Forum international des autochtones sur la biodiversité. Dans le cadre de ce projet, le Fonds Batani a préparé le rapport pour le Forum international et le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique concernant la participation des peuples autochtones russes dans la réalisation de la Convention, Fédération de Russie, 2009.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'activité du Fonds Batani, qui porte sur la formation des dirigeants autochtones pour qu'ils soient en mesure de négocier avec les entreprises et d'utiliser les mécanismes et les normes internationales en matière de responsabilité sociale des entreprises, renforce leur capacité d'interaction avec les entreprises pour défendre leur territoire de l'occupation illégale par l'industrie. Pour arriver à cette fin, le Fonds a organisé des séminaires, un cours de formation, des tables rondes et des conférences. La dernière a été organisée à Moscou le 12 septembre 2011.

L'activité du Fonds Batani en faveur du développement économique des communautés autochtones est une contribution aux travaux d'ensemble de la communauté internationale en vue d'éliminer la pauvreté dans le monde entier.

À cette fin, elle a mené conjointement avec la Sakhalin Energy Investment Company Ltd. le projet relatif au « Programme of microloans on the traditional economic development of indigenous peoples of the North in the Sakhalin area », Fédération de Russie, 2011-2012.

9. Bochasanwasi Shri Akshar Purushottam Swaminarayan Sanstha

Statut consultatif général : 2000

Introduction

Le Bochasanwasi Shri Akshar Purushottam Swaminarayan Sanstha (BAPS) fournit des services d'aide spirituelle, sociale et communautaire concernant aussi bien des programmes de secours à la suite d'une catastrophe que des programmes d'aide fondés sur les valeurs de la vie, grâce à un réseau de centres et de bénévoles dévoués en Asie du Sud, en Amérique du Nord, en Europe, en Australie et en Afrique.

Objectifs et mission

Le principe de service désintéressé qui anime l'organisation a inspiré un grand nombre d'activités visant à promouvoir le bien-être général et les droits des personnes, des familles et des collectivités.

Changements à signaler

L'organisation n'a subi aucun changement organisationnel ayant un impact significatif sur la portée de ses activités ou de ses programmes.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le travail de l'organisation est étroitement harmonisé avec les activités des Nations Unies et permet de soutenir des programmes en matière d'éducation, d'aide humanitaire, de soins de santé et d'environnement, de culture et de développement communautaire dans le monde entier. Il convient de noter que BAPS Charities, un organisme indépendant et laïc affilié au BAPS, est responsable de la mise en œuvre de programmes de bienfaisance qui ne sont pas axés sur la spiritualité aux États-Unis d'Amérique, au Canada et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Pendant la période de référence 2008-2012, l'organisation et ses activités caritatives ont été au service des collectivités dans le monde entier :

a) Par l'investissement dans les enfants et les jeunes : l'organisation organise plus de 5 400 assemblées hebdomadaires pour les enfants et 850 assemblées pour les jeunes dans l'ensemble de ses centres internationaux. Les programmes comprennent des ateliers sur l'esprit d'initiative, l'orientation personnelle, le développement des compétences, l'encadrement scolaire et professionnel, de même que des activités de travail en équipe;

b) Par la préservation du patrimoine culturel : à New Delhi et à Ahmedabad, en Inde, l'organisation héberge également deux centres de recherche internationaux qui se consacrent à la recherche culturelle, aux arts et à la coexistence. L'organisation possède plus de 100 centres culturels en Amérique du Nord, en Europe, en Afrique et dans la région Asie-Pacifique qui font la promotion de la musique, de la langue et de l'art indiens traditionnels;

c) Par le développement communautaire et l'harmonie sociale : BAPS Charities organise chaque année près de 61 marchethons ou de marches parrainés à la grandeur de l'Amérique du Nord et du Royaume-Uni réunissant quelque 15 400 marcheurs au profit de plus de 35 organisations communautaires comme Habitat for Humanity, American Cancer Society et American Diabetes Association, la fondation SickKids au Canada et Diabetes UK. Elle participe également à divers programmes interconfessionnels et de journées « portes ouvertes » dont le but est de promouvoir une compréhension accrue entre les diverses communautés;

d) Par la prestation de services humanitaires : l'organisation a soutenu les efforts de secours en cas de catastrophe lors des inondations de Bihar (Inde, 2008) et de Gujarat (Inde, 2009), des tremblements de terre de Christchurch (Nouvelle-Zélande) et d'Haïti (2010), de même que lors du tsunami de 2011 au Japon.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a notamment participé aux manifestations suivantes :

a) Des représentants ont assisté à la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme (mars 2008);

b) Seize représentants ont assisté à l'Assemblée des jeunes de la Friends Ambassadors Foundation (FAF) au Siège des Nations Unies (août 2009);

c) Des représentants ont assisté à la séance d'information organisée par la section des ONG du Département de l'information, intitulée « Building bridges between cultures: A closer look at Hinduism » (janvier 2010);

d) Quinze représentants ont assisté à l'Assemblée des jeunes de la FAF aux Nations Unies (janvier 2012);

e) Participation à la Journée internationale de la paix (21 septembre);

f) Observation de la Journée mondiale de l'enfance (20 novembre) en 2009 et 2011;

g) Observation de l'Année internationale de la jeunesse, 2010-2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation s'est associée à l'UNICEF en Haïti en versant des dons de 63 678 dollars pour aider à construire plus de 400 camps pour les personnes déplacées et pour fournir une éducation, de l'eau potable et des services de santé et d'assainissement aux enfants.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1 : Réduire l'extrême pauvreté et la faim

Aap Ki Rasoi et le BAPS se sont associés au Gouvernement indien pour fournir un repas complet aux citoyens les plus pauvres et aux sans-abri de Delhi (2008-2009).

L'organisation s'est associée à Earthwalkers, Inc. pour fournir des chaussures à 1 425 enfants défavorisés de l'Inde rurale.

Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous

Chaque année, l'organisation distribue près de 5 000 bourses d'études aux enfants défavorisés de l'Inde.

Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

D'année en année, l'organisation a célébré la Journée internationale des femmes à la grandeur de l'Inde, de l'Amérique du Nord et de l'Europe. Les thèmes comprenaient « L'investissement dans l'avenir des femmes » et « Soutenir les familles, donner forme aux communautés ».

L'organisation encourage le développement pour les filles et les jeunes femmes dans le cadre de programmes portant sur l'éducation, la culture et l'animation dispensés par ses centres internationaux.

Objectif 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

L'organisation a organisé plus de 100 foires de la santé axées sur les soins préventifs dans l'ensemble de ses centres. Plus de 50 000 participants en ont bénéficié. Des collectes de moelle osseuse sont également organisées aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Elle a donné plus de 150 conférences pour sensibiliser le public et appeler l'attention sur la prévention du diabète, du cancer du sein et des maladies du cœur.

Elle exploite neuf hôpitaux de bienfaisance et dispense des soins médicaux mobiles dans les régions rurales de l'Inde.

Objectif 7 : Assurer un environnement durable

L'organisation encourage la prise de conscience environnementale par des campagnes de sensibilisation comme la Journée de la Terre, l'Heure pour la Terre et l'initiative du projet Bhumi et l'utilisation de technologies vertes (installations solaires) et des initiatives pratiques (projets de recyclage du papier et de plantation d'arbres) partout dans ses centres internationaux.

10. Catholic Institute for International Relations

Statut consultatif spécial : 1996

Introduction

Le Catholic Institute for International Relations (CIIR) est inscrit comme organisme de bienfaisance au Royaume-Uni.

L'organisation a inscrit l'appellation usuelle « Progressio » auprès de la Charity Commission du Royaume-Uni. Elle demeure légalement enregistrée sous la dénomination de CIIR.

Depuis 2008, l'Institut a entrepris des travaux en Équateur, en El Salvador, en Haïti, au Honduras, au Malawi, au Nicaragua, au Pérou, en République dominicaine, en Somalie, au Timor-Leste, au Yémen et au Zimbabwe.

Objectifs et mission

L'organisation s'attaque à la pauvreté et à l'injustice de trois façons :

a) Elle place des coopérants au sein d'organisations partenaires afin qu'ils trouvent et mettent en œuvre les mesures qui sont nécessaires pour lutter efficacement contre la pauvreté et ses causes. Elle envoie également de jeunes bénévoles pour travailler aux côtés des jeunes gens locaux dans le cadre de projets communautaires en Afrique et en Amérique latine;

b) Elle fait entendre la voix de ses partenaires dans les débats sur les grandes orientations mondiales et plaide pour des changements dans les politiques, les pratiques et les attitudes qui favorisent l'appauvrissement et la marginalisation des gens;

c) Elle collabore avec les membres, les partisans et autres intervenants du Nord, afin qu'ils soient tenus informés des problèmes de la pauvreté et qu'ils agissent de façon solidaire;

Les objectifs de l'organisation, comme il est stipulé dans ses statuts, comprennent : le soulagement de la pauvreté, de la maladie et de la misère dans le monde entier; la promotion de l'éducation publique et de la recherche sur la nature, les causes et les effets de la pauvreté; la promotion de la considération chrétienne ou morale de ces enjeux; et la promotion de la tolérance et du respect entre groupes de confessions différentes collaborant dans la lutte contre la pauvreté, l'injustice, la maladie et la misère.

Changements à signaler

En 2008, l'Institut a adopté un nouveau programme de travail quinquennal conforme à ses orientations sous-jacentes.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les projets suivants ont été mis en œuvre en partenariat avec des organismes de l'ONU : UNICEF (Yémen) : HIV and AIDS in Yemen, building from the base (2007-2008), 53 108 dollars; UNIFEM « Somaliland », Somalie, réduction du nombre de cas de violence contre les femmes vivant avec le VIH et le sida au « Somaliland » (2009), 50 000 dollars; UNIFEM (« Somaliland », Somalie),

renforcement de la participation et de la représentation politique des femmes au « Somaliland » (2009), 50 000 dollars; ONU-Femmes (Timor-Leste), renforcement institutionnel du caucus: Feto Iha Politica (2009-2010), 20 017,58 dollars; UNICEF (République dominicaine/Haïti), distribution de trousseaux d'hygiène dans les camps (2010), 20 000 dollars; HCR (Haïti), soutien multisectoriel aux personnes déplacées (2010), 290 000 dollars; PNUD (République dominicaine/Haïti), développement participatif local (2010-2011), 147 000 dollars; FNUAP (République dominicaine/Haïti), développement local et planification du budget participatif dans la province de Dajabón (2010-2011), 23 730 dollars; FNUAP (République dominicaine/Haïti), prévention de la violence à l'égard des femmes (2011), 72 000 dollars; ONUSIDA (Yémen), les droits des personnes séropositives au Yémen (2011), 5 000 dollars; FNUAP (République dominicaine/Haïti), développement local à Independencia (région frontalière) (2011-2012), 12 000 dollars; et UNICEF (Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme au « Somaliland », Somalie), prévention, traitement, soins et appui intégrés au « Somaliland » (2010-2011), 1 398 227,75 dollars.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des observateurs de l'Institut ont assisté aux réunions suivantes des Nations Unies : débat de haut niveau du Conseil économique et social, 2008, New York (le représentant de l'Institut a pris la parole pendant la séance); et Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques : quinzième Conférence des parties (Copenhague, 2009) et seizième Conférence des parties (Cancún, 2010). Des représentants de l'Institut ont assisté aux réunions intersessions de la Convention en 2009, 2010 et 2011.

L'Institut participera à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Brésil, juin 2012). En raison de ses ressources limitées, il a surtout assisté aux réunions des Nations Unies où il estimait être en mesure d'apporter une contribution stratégique.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Institut a présenté un mémoire dans le cadre des consultations sur l'avant-projet de document en vue de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable au Brésil.

Il collabore régulièrement avec le Gouvernement du Royaume-Uni dans les dossiers concernant ses objectifs de bienfaisance.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les objectifs du programme actuel de l'Institut portent sur les domaines thématiques suivants, reliés aux objectifs du Millénaire pour le développement : développement durable – soutien des communautés et des organisations de la société civile dans la gestion durable des ressources naturelles (Objectif 7 : Viabilité écologique).

VIH : Soutien des organisations qui travaillent à soutenir les personnes séropositives, à endiguer la transmission du VIH et à réduire la stigmatisation associée au VIH (Objectif 5 : Lutte contre le VIH/sida). Promotion de la

gouvernance efficace et de la participation des communautés pauvres à leur propre développement : il s'agit là d'un critère essentiel pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Par son travail de synthèse, l'Institut cherche à porter la voix des communautés pauvres et marginalisées aux oreilles des décideurs, en renforçant le soutien du public envers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Renseignements additionnels

Les rapports annuels de l'Institut sont disponibles sur le site Web www.progressio.org.uk/transparency. On peut également y trouver des renseignements complémentaires sur les projets, les évaluations et les politiques. L'organisation met en pratique la norme de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide.

11. Center for Justice and International Law

Statut consultatif spécial : 1996

Introduction

Le Center for Justice and International Law (statut consultatif spécial accordé en 1996) est une organisation non gouvernementale à but non lucratif consacrée à la défense et à la promotion des droits de l'homme dans les Amériques.

Objectifs et mission

Le Center for Justice and International Law a pour principal objectif de parvenir à l'application intégrale des normes internationales relatives aux droits de l'homme dans les États membres de l'Organisation des États américains grâce à l'utilisation du système interaméricain de protection des droits de l'homme et d'autres mécanismes internationaux de protection. Le Centre s'acquitte de son mandat en menant des activités dans quatre domaines stratégiques d'intervention : aide juridique, autonomisation des défenseurs des droits de l'homme et d'autres acteurs clefs, gestion et diffusion des connaissances et renforcement du système interaméricain.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Center for Justice and International Law a publié plusieurs livres qui portent sur les organes des Nations Unies établis en vertu de traités, y compris : *Torture in International Law* (2009), qui inclut un chapitre sur les organes des Nations Unies établis en vertu de traités; *The Right to Education for Disabled Persons Living in Latin America and the Caribbean* (2009), qui a été rédigé en collaboration avec Vernon Muñoz, Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'éducation; et *Summaries of Jurisprudence: Gender Violence* (2010), qui contient un chapitre sur les décisions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

Le Centre a diffusé de nombreux communiqués de presse qui font mention de l'Organisation des Nations Unies et son travail, notamment : « UN condemns impunity surrounding human rights violations in Honduras » (18 mars 2010) et « CEJIL welcomes creation of a United Nations Special Rapporteur on the promotion of truth, justice, reparation and guarantees of non-recurrence » (29 septembre 2011).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En septembre 2009, Viviana Krsticevic, directrice générale du Centre, et Marcia Aguiluz, avocate attachée au Centre, se sont rendues au Siège des Nations Unies à New York pendant la session de l'Assemblée générale. M^{me} Krsticevic et M^{me} Aguiluz ont saisi l'occasion pour organiser des rencontres officielles et officieuses avec des représentants d'États afin de discuter du coup d'État de juin 2009 au Honduras et de la situation précaire en matière de droits de l'homme à la suite de l'événement.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- Aide financière du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture en 2008, 2009, 2010 et 2011 pour la défense de cas impliquant la torture dans les Amériques.
- Aide financière du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (ONU Femmes) en 2008 et 2009 pour des travaux de renforcement des capacités dans le Cône austral concernant la Convention de Belém do Pará.
- Aide financière du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage en 2009, 2010 et 2011 pour la lutte contre l'esclavagisme au Brésil.
- En novembre 2009, le Centre et le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'éducation ont participé à une audience thématique devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme relativement au droit à l'éducation pour les personnes handicapées dans les Amériques.
- En avril 2010, le Centre, en collaboration avec l'Association des juges pour la démocratie, a parrainé un séminaire international sur l'indépendance judiciaire au Honduras auquel le Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'indépendance des juges et des avocats a participé en qualité d'invité.
- Tout au long de l'année 2010, le Centre a organisé de nombreuses activités associées à l'examen périodique universel des Nations Unies au Honduras. Ces activités incluaient la rédaction et la présentation de documents aux Nations Unies et l'organisation de rencontres avec des fonctionnaires des Nations Unies, notamment.
- En novembre 2009, Alejandra Nuño, directrice du programme du Centre relatif à l'Amérique centrale et au Mexique, a participé en qualité d'invitée à un séminaire parrainé par le HCR portant sur une conférence régionale sur la protection des réfugiés et la migration internationale et sur la question des flux migratoires mixtes.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes : a) nombre d'affaires concernant les femmes et les droits des femmes : 22; b) nombre de sessions de formation sur les droits des femmes ou à l'intention des défenseurs des droits des femmes : 24; c) nombre de publications sur les droits des femmes : 3; et d) nombre d'audiences sur les droits des femmes : 25.

Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle.

En 2008-2011, le Centre a continué de promouvoir la conformité de l'État avec les termes du règlement intervenu dans l'affaire *María Mamerita Mestanza Chávez c. Pérou*, une affaire concernant une politique gouvernementale massive, obligatoire et systématique de stérilisation forcée comme moyen d'altérer rapidement le comportement procréateur des femmes autochtones pauvres.

Objectif 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies. Affaires relatives aux droits des personnes infectées par le VIH/sida : 1.

Objectif 7 : Assurer un environnement durable. Affaires relatives à la durabilité de l'environnement et à des militants écologistes : 5.

Objectif 8 : Mettre en place un partenariat pour le développement (cible 14) : a) affaires en Bolivie : 4 (droits des femmes, détentions illégales); b) affaires en République dominicaine : 4 (disparition forcée, discrimination à l'égard des personnes de descendance haïtienne) et c) affaires au Paraguay : 9 (enfants soldats, établissements pénitentiaires juvéniles, droits des populations autochtones).

12. Center for Women's Global Leadership

Statut consultatif spécial : 2000

Contribution à des activités des Nations Unies

Les contributions du Centre étaient les suivantes :

a) Conseiller d'ONG, Comité interorganisations d'évaluation du programme, Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies à l'appui de la lutte contre la violence à l'égard des femmes, 2008-2011;

b) Participation à la quatrième Conférence du Consortium ETO, Antwerp, Belgique, 17 et 18 mai 2011;

c) Présidence du séminaire, « Rethinking Macroeconomic Strategies from a Human Rights Perspective », Groupe de la lutte contre la pauvreté, Bureau des politiques de développement, PNUD, New York, 16 février 2011;

d) Contribution au rapport global de la société civile sur l'intégration des droits de l'homme dans les politiques macroéconomiques des États-Unis, neuvième session, examen périodique universel, Genève, 5 novembre 2010;

e) « Non à la violence contre les femmes » : participation à l'Annual Conference on Strategic Imperatives for Ending Violence against Women, Comité national des États-Unis pour ONU-Femmes, New York, 12 juin 2010;

f) Soumission de critères concernant la position et les opérations du Secrétaire général adjoint pour ONU-Femmes, le 26 octobre 2009 et en mai 2008;

g) Invité, « Préparatifs de la 54^e session de la Commission du statut de la femme : application du Programme d'action de Beijing », Comité des ONG sur la condition de la femme, Siège des Nations Unies, New York, le 17 septembre 2009;

h) Le Centre a consacré une campagne mondiale annuelle intitulée « 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes » à la célébration du seizième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, 2008;

i) Participation à la Conférence internationale sur le sida de Mexico, du 3 au 9 août 2008.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Centre a participé aux réunions suivantes :

a) De 2008 à 2011, le Centre a participé aux sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme, au Siège des Nations Unies, à New York, et a présenté des exposés sur les droits économiques et sociaux et sur l'égalité entre les sexes;

b) Invité, « Les droits de l'homme au cœur de l'économie et du développement mondiaux », une table ronde pour célébrer le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration sur le droit au développement, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, tenue au Siège des Nations Unies, New York, 5 décembre 2011;

c) Présentation d'exposés sur l'égalité entre les sexes, réunions du Conseil d'administration d'ONU-Femmes, Siège des Nations Unies, New York, 24 janvier, 27 juin et 5 décembre 2011;

d) Participation à une réunion d'experts sur l'impact potentiel d'une contraction financière sur les personnes vivant dans l'extrême pauvreté, Genève, les 27 et 28 janvier 2011;

e) Coparrainage et participation à une manifestation parallèle à l'occasion de la neuvième session de l'examen périodique annuel des Nations Unies, à Genève, le 5 novembre 2010;

f) Présentation d'un mémoire dans le cadre de l'examen ministériel annuel du Conseil économique et social, Siège des Nations Unies, New York, 11 mai 2010;

g) Participation aux sessions du Conseil des droits de l'homme, Genève, du 3 au 28 mars et du 2 au 18 juin 2008; 5 juin et 17 septembre 2009;

h) Présentation d'un exposé oral sur la réforme des structures des Nations Unies en faveur de l'égalité des sexes, Commission européenne, Examen de « Beijing +15 », Genève, 2 et 3 novembre 2009;

i) Invité à l'occasion d'une manifestation parallèle de la huitième session du Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones, Siège des Nations Unies, New York, 29 mai 2009;

j) Participation à la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le VIH/sida, New York, 10 et 11 juin 2008.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- Collaboration étroite avec la campagne Dites non – Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes de 2008 à 2011.
- Organisation d'une rencontre avec le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation pour trouver des moyens pour faire en sorte que les orientations macroéconomiques respectent effectivement les obligations en matière de droits de l'homme, New Brunswick, NJ, 16 et 17 septembre 2011.
- Organisation d'une rencontre avec le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement afin de fournir de nouvelles analyses pour mieux documenter les futurs rapports, Lisbonne, les 31 mars et 1^{er} avril 2011.
- Organisation d'une rencontre avec l'Expert indépendant sur la question des droits de l'homme et de l'extrême pauvreté pour examiner les dimensions sexospécifiques et les liens avec les objectifs du Millénaire pour le développement, Genève, les 1^{er} et 2 juin 2010.
- Présentation de « Half the World Deserves a Whole Voice: The Pandemic of Violence against Women », Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), Section de New York, New York, 16 novembre 2009.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

- Invité, « Moving forward: Human rights and development – convergence and complementarity to 2015 and beyond », Centre pour les droits économiques et sociaux, New York, 24 septembre 2010.
- Animation d'un débat sur « The World We Want 2015: Outlining Future Strategies on the MDG Agenda », Service de liaison des Nations Unies avec les organisations non gouvernementales, New York, 22 septembre 2010.
- Rapporteur lors d'une table ronde sur la pauvreté et la faim, Forum du secteur privé organisé portant sur les objectifs du Millénaire pour le développement, New York, 22 septembre 2010.
- Participant au débat de la BBC World News sur les objectifs du Millénaire pour le développement, New York, 21 septembre 2010.
- Présentation de « Addressing Crises at a Crossroads: A Day of Dialogue on Women and the MDGs », Groupe de travail féministe sur l'Action mondiale contre la pauvreté, New York, 20 septembre 2010.
- Invité, « The Impact of MDG 3 on MDG 7: How UN-Women Can Contribute to the Realization of Sustainable Development Goals », Bureau de la Communauté internationale bahá'íe, New York, 15 septembre 2010.
- Exposés oraux, auditions interactives informelles de l'Assemblée générale avec les organisations non gouvernementales du sommet sur les objectifs du Millénaire pour le développement, organisations de la société civile et secteur privé, Siège des Nations Unies, New York, 14 et 15 juin 2010.
- Participation à la table ronde portant sur les objectifs du Millénaire pour le développement et les droits de l'homme, événement coparrainé par l'UNICEF et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, Université de Harvard, MA, 22 et 23 mars 2010.

13. Centre for Social Research

Statut consultatif spécial : 1996

Introduction

Le Centre for Social Research est depuis 1983 l'une des organisations féminines de pointe dans le domaine de l'action sociale en Inde. Ses membres s'emploient aux niveaux local, régional et international à informer les femmes de leurs droits, à leur donner accès aux centres de décision et à éliminer la violence à leur égard. Son objectif est l'autosuffisance économique des femmes et la sensibilisation aux problèmes sociaux, politiques et juridiques. Le Centre a quatre divisions : développement et renforcement des capacités; recherche; institut de formation aux questions relatives à l'égalité des sexes; établissement de réseaux et activités de sensibilisation.

Objectifs et mission

Le Centre a pour mission d'émanciper les femmes et les filles de l'Inde, de leur assurer la jouissance de leurs droits fondamentaux et d'accroître la compréhension des enjeux sociaux d'un point de vue sexospécifique. Il travaille aux échelons locaux, nationaux et régionaux à renforcer les capacités des personnes, des collectivités et des institutions afin d'instaurer une société humaine, équitable et juste pour les deux sexes.

En outre, l'organisation, dans le cadre du programme visant à rehausser le rôle des femmes dans le renforcement de la démocratie :

- A formé 1 000 femmes issues des trois échelons de gouvernance pour rehausser leur rôle politique;
- A formé 250 agents du système judiciaire à la Protection of Women from Domestic Violence Act de 2005;
- A traité 1 600 dossiers de violence familiale;
- A dispensé une formation de sensibilisation à la parité entre les sexes à l'intention des agents recenseurs du recensement de 2011 à Delhi, au Haryana et au Punjab;
- A adressé une pétition concernant la Pre-Conception and Pre-Natal Diagnostic Techniques Act à la Chambre haute du Parlement en 2010.

Contribution à des activités des Nations Unies

- Le Centre for Social Research œuvre dans sept domaines critiques du Programme d'action de Beijing (les femmes et la pauvreté, les femmes et la santé, la violence à l'égard des femmes, les femmes et la violence, les femmes et la prise de décisions, les femmes et les médias et la petite fille) par la mise en œuvre de divers projets : « Sarthak » en Uttar Pradesh; « Meri Shakti Meri Beti », au Haryana et à Delhi respectivement; programme de formation « Human Rights Defenders »; quatre centres d'intervention d'urgence à la grandeur de Delhi pour les femmes victimes de violence dans la famille, désignés par le Gouvernement indien par le biais de sa Delhi Commission for Women comme agence responsable du centre d'intervention spécial en cas de

viol du District du sud-ouest de Delhi; membres de plusieurs comités importants du gouvernement comme le National Committee on Pre-Conception and Pre-Natal Diagnostic Techniques, la National Mission for Empowerment.

- La directrice du Centre a prononcé l'allocution liminaire de la « Rencontre de Mexico 2010 ».
- La directrice du Centre a participé à une réunion d'experts sur le thème « La crise financière mondiale – Implications pour les femmes », organisée par la Conseillère spéciale des Nations Unies pour la problématique hommes-femmes et la promotion de la femme, le Golda Meir Mount Carmel International Training Center (MCTC) et l'Agency for International Development Cooperation d'Israël (MASHAV), du 8 au 12 novembre 2009, MCTC de Haïfa, Israël.
- La directrice du Centre a participé au groupe de travail sur la « Promotion de l'autonomisation des femmes dans les États arabes », organisé par la Conseillère spéciale des Nations Unies en 2010.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- La directrice du Centre a présenté un exposé sur la façon dont le rôle politique des femmes a été soutenu et encouragé en Inde, à l'occasion de la réunion de la communauté de pratique du Programme des Nations Unies pour le développement sur le soutien au cycle électoral, organisée par le Centre régional Asie-Pacifique du PNUD, en collaboration avec PNUD Philippines (du 26 au 28 septembre 2011, Manille).
- « Customary Governance and Democracy Building : Exploring the Linkages », organisé par la Division de la gouvernance de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique en 2010 au Centre de conférence des Nations Unies à Addis-Abeba.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- « Rehausser le rôle des femmes dans le renforcement de la démocratie », en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la démocratie (FNUD).
- « Meri Shakti, Meri Beti » en collaboration avec le FNUAP.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le projet Sarthak dans le district de Varanasi de l'Uttar Pradesh :

- a) Amener les femmes à s'engager dans des activités génératrices de revenus (objectif 1);
- b) Revenu supplémentaire pour investir dans l'éducation (objectif 2);
- c) La santé procréative et infantile pour freiner la mortalité infantile et améliorer la santé maternelle (objectifs 3 et 4).

Renseignements additionnels

La directrice du Centre for Social Research a présenté un exposé intitulé « National Seminar on Gender Equality – A Historical Perspective », les 9 et 10 janvier 2011 à Patna, Bihar, Inde.

14. Chabad: International Jewish Educational and Cultural Network

Statut consultatif spécial : 1996

Introduction

Chabad : International Jewish Educational and Cultural Network est une organisation juive internationale vouée à rehausser le bien-être physique de la communauté mondiale grâce à des services sociaux et à des programmes de réinsertion dont peuvent profiter les personnes défavorisées sans égard à leur race, à leur sexualité, à leur confession ou à leur nationalité.

Objectifs et mission

L'organisation est dotée d'un réseau étendu de plus de 3 000 institutions dans 80 pays. Ses représentants établissent des centres et des institutions communautaires dans leur localité et combinent ses besoins particuliers tout en offrant des occasions de développement durable, une qualité de vie améliorée et les ressources nécessaires à l'édification d'une société. Œuvrant au service de l'humanité tout entière, l'organisation dirige des centaines d'écoles maternelles, élémentaires et secondaires, des camps de jour, des centres communautaires culturels et des centres d'intervention d'urgence, de réponse immédiate aux catastrophes, d'hébergement et d'aide alimentaire temporaires, de soins médicaux, de services de consultation professionnels individuels et collectifs pour ceux qui souffrent, des familles d'accueil pour les enfants orphelins, des services d'aide aux victimes, à la réinstallation et à la reconstruction, le sauvetage et l'évacuation, l'aide pour les funérailles et l'inhumation, la coordination et la formation des bénévoles et le soutien aux besoins particuliers des enfants et des adultes.

Le Friendship Circle : organisation œuvrant auprès d'enfants ayant des besoins spéciaux qui connaît la croissance la plus rapide, le Friendship Circle compte plus de 79 sites et près de 11 000 volontaires dans le monde entier. Il aide plus de 8 000 enfants en instaurant pour eux un monde plus aimable, un monde meilleur dans lequel ils sont des participants et non de simples spectateurs. S'appuyant sur la direction d'un personnel de leaders professionnels, la communauté du Friendship Circle offre des programmes de soutien et de répit aux familles des enfants ayant des besoins spéciaux, enrichit la vie de ces enfants en leur faisant vivre une pleine gamme d'expériences et en les intégrant à la collectivité par le biais de relations d'amitié avec des adolescents locaux et de possibilités éducatives et sociales. En outre, il permet aux volontaires de récolter les fruits de l'altruisme.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation maintient un représentant à plein temps auprès des Nations Unies, à New York. Il assiste régulièrement aux conférences et autres événements au Siège de l'ONU et il participe souvent à des rencontres avec les chefs de missions et les chefs d'État. Les objectifs des Nations Unies, plus précisément les objectifs du

Millénaire pour le développement, sont indissociables de leur mission, compte tenu des efforts énormes déployés pour coopérer et assurer leur réalisation. Au cours des quatre dernières années, l'organisation a mis l'accent sur ses efforts dans le domaine de la santé mondiale, de même que dans ceux de l'éducation et de la pauvreté.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants de l'organisation ont assisté aux réunions suivantes au Siège des Nations Unies :

- a) Sommet sur les changements climatiques, 22 septembre 2009;
- b) Cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme – « Beijing +15 », du 1^{er} au 12 mars; quatrième Dialogue de haut niveau sur le financement du développement, 23 et 24 mars; auditions informelles interactives de l'Assemblée générale avec des représentants d'organisations non gouvernementales, d'organisations de la société civile et du secteur privé, 14 et 15 juin; Sommet sur les objectifs du Millénaire pour le développement, 20-22 septembre; réunion de haut niveau de l'Assemblée générale comme contribution à l'Année internationale de la biodiversité, 2010;
- c) Première réunion intersessions de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (« Rio +20 »), 10 et 11 janvier; réunion commémorative spéciale à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, 26 avril; Commission du développement durable, dix-neuvième session, du 2 au 13 mai; Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones, dixième session, du 16 au 27 mai; Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, quarante-neuvième session, du 11 au 29 juillet; Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles, 19 et 20 septembre; Réunion de haut niveau des Nations Unies sur la désertification, 20 septembre; lancement de « Rio +20 » : L'avenir que nous voulons, 22 novembre; événement spécial sur la cybersécurité et le développement, 9 décembre 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le service unique en son genre offert par l'organisation aux enfants à risque de Buenos Aires, qui porte le nom de « Nos enfants » (« Ieladeinu » en hébreu), a attiré l'attention des représentants de l'UNESCO et de l'UNICEF. Connaissant bien le comportement désespéré des enfants des rues en Amérique latine et les résultats désolants obtenus par les services sociaux qui s'efforcent de les intégrer dans la vie scolaire normale, ils ont considéré que l'Ieladeinu était un « modèle qui devrait être universellement suivi », méritant d'influencer les politiques nationales relatives aux programmes de services médicaux et sociaux pour les enfants à risque. Ces conclusions ont tellement impressionné les chefs de file du secteur des soins prodigués aux enfants qu'elles ont inspiré un livre intitulé *Mistreatment of Children: The Innovative Approach of Ieladeinu, the Comprehensive Response of a Community Committed to Children*, publié en 2008. Jusqu'à maintenant, plus de 800 enfants ont bénéficié du programme. Actuellement, 375 enfants sont pris en charge.

15. China Care and Compassion Society

Statut consultatif spécial : 2004

Contribution à des activités des Nations Unies

Le 31 août 2008, la China Care and Compassion Society a présenté l'examen périodique universel sur la Chine intitulé « Views on freedom of religious belief in China » au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Le résumé préparé par le Haut-Commissariat en vue de la quatrième session du Groupe de travail sur l'examen périodique universel, du 2 au 13 février 2009 (A/HRC/WG.6/4/CHN/3 du 5 janvier 2009), citait, au paragraphe 27, la suggestion et l'opinion de l'organisation.

Le 9 février 2009, l'organisation a assisté à la quatrième session du Groupe de travail sur l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme au Palais des Nations, à Genève; elle a entendu l'exposé prononcé par le chef de la délégation chinoise, ainsi que les recommandations d'autres délégations sur le rapport sur les droits de l'homme de la République populaire de Chine. Le 11 février, l'organisation a entendu la présentation des examens et des rapports du Groupe de travail sur le rapport de la Chine, se félicitant du rapport et communiquant avec les participants pour exprimer le soutien de l'organisation à l'examen périodique universel et au système des Nations Unies.

Le 11 juin 2009, l'organisation a contribué à l'étude du rapport sur l'examen périodique universel sur la Chine, au Palais des Nations, à Genève. Au titre du point 6 de l'ordre du jour de la onzième session du Conseil des droits de l'homme, la représentante de l'organisation a prononcé un discours pendant le débat sur la Chine; elle a demandé au Gouvernement de la Chine et à la société civile d'accorder une attention particulière aux « enfants abandonnés » dans les régions rurales et a encouragé les diverses sources sociales, y compris les ONG, à résoudre les difficultés pratiques des familles migrantes et de leurs enfants dans le Plan national d'action pour les enfants. Elle a déclaré que le mécanisme de l'examen périodique universel reflétait objectivement et de façon approfondie le discours sur les droits de l'homme en Chine.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Du 14 au 20 mars 2008, la China Care and Compassion Society a participé à la septième session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à Genève. La session incluait les sujets suivants : point 4 (Situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent l'attention du Conseil); point 5 (Organismes et mécanismes de protection des droits de l'homme); point 9 (Le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée : suivi et application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban) et point 10 (Assistance technique et renforcement des capacités).

Les 28 et 29 avril 2008, l'organisation a participé et prononcé un discours à la troisième Conférence du réseau régional informel ONU-ONG/Asie et Pacifique sur le thème « Développement durable et jeux olympiques verts », à Beijing.

Du 9 au 11 septembre 2009, l'organisation a participé à la soixante-deuxième session de la Conférence annuelle du Département de l'information pour les

organisations non gouvernementales, réunie à Mexico, sur le thème « Pour la paix et le développement, désarmons maintenant! ».

Du 30 août au 1^{er} septembre 2010, l'organisation a participé à la soixante-troisième session de la Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, sur le thème « Améliorer la santé mondiale, réaliser les OMD », réunie à Melbourne, Australie.

Du 3 au 5 septembre 2011, l'organisation a participé à la soixante-quatrième session de la Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, réunie à Bonn, Allemagne, sur le thème « Sociétés durables, modes de vie durables » et à la table ronde I, sur le thème « Shaping Sustainable Lifestyles and Livelihoods : Sustainable Consumption and Production Aspects of the Globalizing World ».

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

De 2008 à 2011, l'organisation a planifié un forum annuel au sommet sur la santé des femmes à Beijing. Elle a publié un livre sur la stratégie pour un cœur en santé et la prévention et la thérapie des maladies cardiovasculaires et en a distribué 8 000 exemplaires aux écoles et aux membres de la collectivité. Elle a également mené une campagne publicitaire de grande envergure sur la prévention des maladies cardiovasculaires pendant la Journée mondiale du cœur afin de montrer son empathie sincère pour la santé cardiaque et mentale des femmes. Ces campagnes ont été couvertes et reprises par les réseaux de médias.

En 2008, l'organisation, en qualité de membre du comité local d'organisation du septième Forum des peuples d'Asie et d'Europe, a effectué des travaux préparatoires et a participé au Forum sur le thème « Pour la justice sociale et écologique », qui s'est tenu à Beijing du 13 au 15 octobre 2008; elle a coorganisé le groupe de travail 9, un atelier sur le thème « Progress and Challenges to People-centred Democratization and Human Rights in Asia and Europe » du module 3 (Démocratie participative et droits de l'homme).

Du 1^{er} au 4 décembre 2008, l'organisation a participé au Sommet mondial de la famille+4, qui s'est tenu au Caire, sur le thème « Lives in the balance : A global mobilization towards the achievement of Millennium Development Goals 4 and 5 : Ensuring the rights to survival, to protection and to development ». Elle a participé au débat sur la Déclaration du Caire et demandé de l'aide pour les enfants et les familles des régions rurales en vue de maintenir la stabilité et le bien-être de la famille.